

MARCHÉ DU MAIGRE Le sérotype 4 de la FCO n'a entraîné aucun blocage à l'export et ne justifie en rien la baisse des cours.

Prix du broutard : ne pas céder à la désinformation

Les faits sont têtus, la désinformation tenace... Les faits d'abord : 24 heures seulement après l'officialisation d'un cas du sérotype 4 de la FCO en France (le premier), l'Italie acceptait les broutards français sous la seule condition d'un "coup de désinsectisant" et les flux transalpins repartaient de plus belle ; 48 heures après, c'est la Turquie, avec laquelle les négociations patinaient depuis deux ans, qui acceptait d'ouvrir ses frontières aux bovins français, certes avec un protocole sanitaire exigeant. Rien qui justifie donc la dégringolade du prix du broutard qui a suivi : 1,5 F/kg en 15 jours. Du jamais vu en si peu de temps. "À chaque fois, c'est le même scénario", se sont indignés vendredi en session de la Chambre d'agriculture (lire en page 4) Jean-Marie Fabre (Saint-Chamant) et Gilles Amat (Ségur-les-Villas).

Des flux commerciaux toujours dynamiques

D'autant plus qu'au préalable, dans son exposé de conjoncture trimestriel, Patrick Chazal (responsable du service Économie développement de la Chambre d'agriculture) a confirmé la persistance d'éléments de marché favorables : un cours du JB inégalé en Italie (aux alentours de 4€/kg carc.), une dynamique d'exportation toujours bien présente que ce soit vers l'Italie ou l'Espagne avec une demande d'animaux plus légers d'où un turnover plus rapide dans les ateliers. Sans compter un potentiel moins important côté français puisque sur les neuf premiers mois de 2017, les naissances de veaux du troupeau allaitant accusent un



Malgré la FCO 4, les flux vers l'Italie - où ce sérotype est déjà présent - sont toujours dynamiques.

repli de 7 % par rapport à la même période de 2016 (et même - 13 % sur septembre). Ce qui a d'ailleurs permis une bonne tenue des cours des mâles croisés sur une bonne partie de l'automne, période où s'observe traditionnellement une baisse saisonnière plus précoce. Dernier élément souligné par Jean-Marie Fabre : les éleveurs ont fait des efforts conséquents ces dernières décennies pour étaler les vêlages et donc les sorties.

Voilà donc pour les faits, la désinformation, elle, continue de se faire dans les cours de ferme de la part d'opérateurs. Et Patrick Bénézit (FNSEA) ne s'est pas embarrassé de pincettes pour dénoncer un "opérateur propriétaire du plus gros importateur italien qui dit partout qu'il

y a des blocages", semant le doute et suscitant, chez certains, des sorties prématurées de veaux. "Il y a aussi des gens qui, à juste titre, les gardent, refusant de les vendre à ce tarif", a glissé l'éleveur du Pierrefortais, chiffrant rapidement la manne économique de telles rumeurs : "100 € par 100 000 têtes exportées..."

"Ça rapporte plus que la bourse !" s'indigne Patrick Escure, président de la compagnie consulaire pour qui la conclusion est claire : il n'y a aucune raison à cette baisse de prix et les éleveurs seraient bien inspirés de ne pas céder à ce type de pression. À l'heure des États généraux de l'alimentation, Bruno Dufayet (FNB) constate, amer : "En 2017, on en est encore à des relations commerciales comme celles-là..."

P. OLIVIERI

MARCHÉS LAITIERS

Où est passé l'argent du beurre ?

T. DE BOURGOGNE



Sur l'échiquier laitier, la reprise de production se fait timidement en Europe, plus dynamique en Nouvelle-Zélande et États-Unis mais reste en berne en Australie et Argentine. Elle rebondit depuis septembre en France (+ 3,6 %), mais pas dans le Cantal qui accuse - 9,1 % de collecte de janvier à septembre. Si l'Hexagone a profité de la hausse des prix du lait consécutive à cette offre réduite, le décrochage est net par rapport à la moyenne

européenne et notamment allemande et les cours français marquent déjà le pas.

"Encore une fois, les producteurs de lait français vont passer devant la glace", s'offusque Patrick Escure. Et ce avant même d'avoir pu bénéficier du retour de l'envolée du prix du beurre. "On ne rattrapera jamais l'année 2017", poursuit le président de la Chambre d'agriculture. Dans le Cantal, le prix du lait livré, même en hausse de 12,5 % en 2017, est encore bien loin du niveau de 2014, quand bien même le différentiel de prix entre le prix du lait des AOP d'Auvergne (indicateur 2017 à 370 €) et le prix du lait conventionnel s'est creusé. Un différentiel que les producteurs de la zone AOP bleu d'Auvergne espèrent bien pouvoir atteindre rapidement, comme l'a rappelé Chantal Cor.

SOUFFLE CHINOIS

La Chine continue de souffler le chaud et le froid sur les marchés agricoles mondiaux : le coup d'arrêt de ses importations de porcs a ainsi entraîné l'effondrement du cadran breton depuis l'été (- 20 %). Le marché asiatique devrait néanmoins rester structurellement attractif mais prisé par de nombreux concurrents.

En ovins, la bonne tenue des cours est à lier à une réduction régulière de l'offre, mauvais signal pour la profession. La consommation, elle, se stabilise. Du côté des intrants, la collecte mondiale record de grains de 2017 se traduit par un prix du blé (tendre) bas qui s'est stabilisé autour de 160 €/t. Les fortes disponibilités en soja grain ont également conduit à une tendance baissière sur ce marché (310 €/t). En revanche, la hausse du prix du baril de pétrole s'est répercutée sur le prix des engrais, amendements, lubrifiants et carburants. À noter enfin : des cours de l'acier en hausse de 22 % en un an.